

Paris, le 17 janvier 2011

## Lettre ouverte aux chefs d'Etat africains

Objet : « Intervention chirurgicale » en Cote d'Ivoire : la stratégie du pire ?

Monsieur le Président,

Le 7 août 2010 à Abidjan la République de Côte d'Ivoire avait commémoré ses 50 ans d'indépendance dans la retenue qui sied à une société déstabilisée par la crise née du coup d'Etat avorté et de la rébellion armée de 2002. Le Président Laurent Gbagbo avait su tendre la main aux rebelles pour amorcer une réconciliation et s'engager sur le chemin de la paix et du développement. Une élection présidentielle organisée par les partis politiques sous la supervision des Nations Unies devait permettre de sceller cette réconciliation et de remettre le pays au travail dans l'unité. Malheureusement l'élection méticuleusement préparée a débouché sur une impasse qu'il faudra un jour expliciter de manière dépassionnée pour éclairer les opinions africaines et internationales. Mais pour l'instant le pays est menacé d'une intervention armée pour « déloger » Laurent Gbagbo du pouvoir. Ainsi pour la première fois en Afrique on aurait recours à une force extérieure pour « restaurer la démocratie » à la suite d'un contentieux électoral !

Un scénario qui me rappelle l'Irak il y a de cela 8 ans.

En Irak cela avait commencé par une campagne médiatique systématique de désinformation afin de conditionner les opinions publiques (les fameuses armes de destruction massive !), accompagnée d'une tentative vaine d'instrumentalisation du système onusien, de pressions intenses sur les organisations régionales et sur les pays voisins, le tout relayé par des alliés locaux qui en appelaient à une guerre contre leur propre pays. Ces derniers avaient réussi à convaincre les Américains qu'ils seraient accueillis avec des « fleurs ». Mais ce qui devait être une « intervention chirurgicale » s'est au fil du temps mué en une occupation meurtrière dénoncée en son temps par le Sénateur Barack Obama. D'armes de destruction massive il n'y en eu point, mais la guerre civile qui s'ensuivit a causé la mort de centaines de milliers d'Irakiens, a entraîné des déplacements massifs de populations et des destructions considérables, dont les séquelles continueront à être ressenties dans les décennies à venir.

Ainsi, le pire de ce qui pouvait arriver arriva.

24, rue Tronchet  
75008 Paris / France

T. +33 1 44 94 05 13

F. +33 1 44 94 05 26

contact@imagineafricainstitute.org  
www.imagineafricaininternational.org

SARL au capital de 50 000 € - RCS Paris B 525 077 186  
SIRET 525 077 186 00019 – NAF 8230Z – TVA FR 70525 077 186

Comparaison bien sûr n'est pas raison. La Côte d'Ivoire n'est pas l'Irak et Laurent Gbagbo n'est certainement pas Saddam Hussein ni Alassane Ouattara, Ahmed Chalabi. N'empêche, la menace d'intervention a été brandie par le gouvernement français relayée par des Africains y compris par des intellectuels africains. Les questions qui doivent donc nous interpeller – dirigeants et intellectuels africains confondus – sont les suivantes : la démocratie s'impose-t-elle de l'extérieur et qui plus est par une force armée étrangère ? A quel coût pour les populations, pour le pays, pour notre région ? Ces gouvernements qui poussent les pays voisins à l'intervention sont-ils soudainement guidés par une quête de justice universelle à l'égard des populations ivoiriennes et africaines en général ? Interviendront-ils désormais en Afrique partout où la démocratie trébuchera ? Vont-ils à l'avenir s'attribuer le droit de statuer sur les contentieux électoraux en Afrique (et ailleurs ou seulement en Afrique ?) et imposer celui qu'ils auront adoubé comme le vainqueur, si nécessaire par la force ?

Il faut croire comme disait le Président Jacques Chirac en janvier 1990 à Abidjan (déjà !) que nous ne sommes décidément pas « mûrs pour la démocratie » et que cette fois il est temps de nous l'imposer. Comme on nous imposa jadis le libéralisme débridé par la violence des programmes d'ajustement structurels. Comme on nous imposa naguère les dictatures grâce aux soutiens apportés aux putschistes et aux tenants du parti unique. Le Président Chirac se satisfaisait de nous abandonner sur le quai de la gare du parti unique regardant passer le train de l'histoire et de la démocratie mais son successeur, jouant au petit Bush dans son pré carré, veut nous y embarquer et nous faire « entrer dans l'histoire » en usant du plus primitif de tous les droits : le droit de la force.

2

Le processus électoral en Côte d'Ivoire a certes abouti à une impasse mais qui peut croire, en Afrique, une seule seconde, que les gouvernements qui de l'extérieur du continent poussent les pays voisins à s'engager dans la voie aventureuse d'un conflit meurtrier, ont vraiment à cœur le respect scrupuleux de l'expression de la volonté populaire des Ivoiriens ? Ces gouvernements vont-ils en cas de guerre ouvrir leurs frontières aux réfugiés fuyant le conflit ou plus vraisemblablement établir des camps dans les pays voisins pour les y cantonner ? Tout en octroyant bien entendu de « généreuses » donations aux ONG internationales qui vont se dévouer sous l'œil attendri des caméras de télévision ? Ne vont-ils pas une fois la paix revenue organiser à nouveau ces conférences internationales « post conflit » avec des effets d'annonces et des promesses jamais tenues tout en se réservant les marchés juteux de la reconstruction ? Sans oublier bien sûr de sécuriser les plateformes pétrolières off shore et peut-être même arriver à trouver enfin une base pour Africom dans un pays redevenu « ami ».

Entre-temps ce sont les populations de toute la Côte d'Ivoire et de l'ensemble de la région qui au prix de leurs vies paieront ce « retour à la démocratie ». La meilleure façon de les dégoûter à jamais de la démocratie !

Monsieur le Président,

Forts de l'expérience historique régionale récente essayons un instant de nous projeter dans ce scénario du pire.

Il convient tout d'abord de signaler que l'autorisation du Conseil de sécurité est nécessaire pour toute intervention soit sous le chapitre VII de la charte des Nations

Unies soit sous la convention sur le génocide or à ce stade il n'existe en Côte d'Ivoire aucune menace à la paix régionale encore moins de stratégie génocidaire. Un accord de la Russie ou de la Chine serait donc incertain pour le moment.

Alors quel type d'intervention ? Monsieur Alassane Ouattara a déclaré le 5 janvier 2011 à une chaîne de télévision française qu'il suffisait de venir « extirper Laurent Gbagbo de son palais et de l'emmener ». A la journaliste qui lui demandait s'il ne craignait pas que cela ne déclenchât une guerre civile il a répondu : « Oh non ! Le lendemain les Ivoiriens danseront dans les rues d'Abidjan ». Bref il suffira d'enlever Laurent Gbagbo, d'installer Alassane Ouattara à la Présidence pour que la « normalité » s'installe et que la paix soit préservée. Et Alassane Ouattara d'ajouter « ça s'est déjà fait ailleurs ».

Sans m'attarder sur l'illégalité d'une telle opération, sur la légitimité douteuse d'un Président installé de force par une puissance étrangère et sur son indépendance future vis-à-vis de ceux à qui il devra in fine son accession au pouvoir, on peut s'interroger sur la plausibilité d'un tel scénario. Ou même du scénario de l'assassinat de Laurent Gbagbo prélude à la « normalité », comme ce fut le cas avec un autre récalcitrant Laurent Désiré Kabila assassiné voilà exactement dix ans en son palais présidentiel. Sans quoi une telle opération n'aurait-elle pas été menée depuis ?

Diverses sources ont fait état de la présence déjà à Bouaké de soldats de l'armée nigériane, de l'infiltration vers Abidjan de rebelles des Forces nouvelles, d'agents des forces spéciales françaises, du déploiement de milices du Libéria, de la présence de combattants angolais alliés de Laurent Gbagbo, sans compter l'armée ivoirienne méprisée certes par les grandes puissances mais dont on ne peut prédire le comportement en cas d'intervention, en plus des « Jeunes Patriotes » dont l'exaspération anti-étranger risque d'être poussée à bout. Nous avons là tous les ingrédients pour une catastrophe gigantesque, et ce, que l'opération « chirurgicale » réussisse ou pas. Qui plus est en présence des forces de l'ONU... qui feront quoi d'ailleurs face à une telle agression ?

3

Monsieur le Président,

Le scénario du pire – la guerre civile après une telle opération n'est pas à souhaiter, car les Africains n'en peuvent plus de ces guerres meurtrières, mais ne serait-il pas le plus plausible ? Des lors comment dans un tel scénario « sécuriser » toutes les populations, ambassades, entreprises et écoles européennes ? Comment empêcher les massacres interethniques compte tenu de l'enchevêtrement des populations à Abidjan et ailleurs dans le Centre, l'Ouest et le Nord du pays ? Comment distinguer celui ou celle qui s'avance avec une « fleur » de celui ou celle qui tient une kalachnikov derrière son dos ? Comment distinguer un pro-Gbagbo d'un pro-Ouattara, un rebelle des Forces nouvelles d'un milicien libérien ? En tirant dans le tas ? (i.e. les fameux dommages collatéraux) ? Et ces 7 millions de ressortissants communautaires, dont la « sécurisation » ne sera probablement pas dans les plans « chirurgicaux » des états-majors ? Comment stopper l'entrée en scène éventuelle de ces bandes armées qui rodent dans la région, du Sénégal (Casamance) au Libéria à la recherche de conflits et de sponsors quels qu'ils soient ?

Là et alors là seulement pourrait-on obtenir le feu vert du Conseil de Sécurité sous le chapitre VII ou sous la convention sur le génocide ouvrant ainsi la voie à une intervention massive étrangère et à une occupation de longue durée pour « préserver la paix régionale et prévenir un génocide ».

Est-ce ici le but recherché par « l'intervention chirurgicale » ?

Une partie des Ivoiriens dansera peut-être le lendemain de l'intervention mais quelques jours plus tard tous pleureront ! Et la région avec.

Il faut savoir raison garder. Une guerre n'est ni dans l'intérêt des Ivoiriens ni dans celui des Ouest-Africains et encore moins de la démocratie. Qu'il s'agisse de Gbagbo ou de Ouattara au pouvoir les Ivoiriens aspirent avant tout à vivre en paix. Quant à la démocratie elle est à la fois un droit et une conquête patiente fruit du génie de chaque peuple. Ses contours sont dessinés par l'évolution des contradictions internes et des rapports de force du moment. Sa progression en Afrique ne sera nullement linéaire et dépendra de l'attachement sincère et durable des différents acteurs à l'idéal démocratique, à la résolution pacifique des conflits ainsi qu'à un engagement commun à tenir les puissances étrangères à bonne distance des processus politiques internes. Elle requiert la construction laborieuse et souvent chaotique de l'Etat de droit et le respect des institutions, même imparfaites. Cinquante ans après les indépendances africaines et après tous les discours lénifiants qui ont émaillé les différentes cérémonies de commémoration accepterons-nous qu'un pays frère soit envahi occupé et détruit au prétexte que la démocratie y a trébuché ? Sinon a quoi bon fêter cinquante ans ?

4

La seule issue à mon humble avis reste le dialogue politique direct. Qu'on ne nous dise pas que l'intervention serait la conséquence inévitable de la confiscation du pouvoir par Laurent Gbagbo. Il n'y a là rien d'inévitable car la paix n'est pas menacée et les populations ne sont pas en danger. Au contraire, c'est l'intervention qui mettrait les populations et la paix régionale en danger. Encore une fois la solution passe par le dialogue politique, non pas un dialogue où il s'agira de triompher de son adversaire en éloignant le recours à la violence, mais plutôt un dialogue direct qui permettra de trouver le juste chemin vers la raison, vers la vérité et vers l'intérêt supérieur de la Côte d'Ivoire. D'ores et déjà Laurent Gbagbo a proposé la constitution d'une mission internationale d'évaluation du processus électoral et un recomptage des voix, comme en Haïti. Alassane Ouattara a proposé la formation d'un gouvernement d'union nationale. Pourquoi ne pas prendre ces propositions au sérieux et s'asseoir autour d'une table, en impliquant la société civile ? Pourquoi écarter toute possibilité de solution pacifique ? C'est le recours à ce dialogue national qui permettra véritablement à Laurent Gbagbo et Alassane Ouattara de marquer à jamais la conscience des Africains en refusant qu'on fasse la guerre à leur pays pour conserver ou accéder à la magistrature suprême en marchant sur les cadavres de leurs compatriotes. Et une communauté internationale véritablement soucieuse du bien-être des populations africaines devrait encourager cette voie de sortie de crise au lieu de faire donner les tambours de guerre.

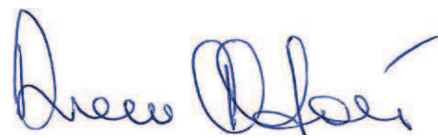
Quant à la CEDEAO, il ne faut surtout pas qu'elle se trompe de guerre. Si elle veut faire face aux véritables menaces de violences qui pèsent sur notre région elle doit s'intéresser promptement aux réseaux criminels d'Al-Qaïda au Maghreb Islamique, aux narcotrafiquants en passe de s'emparer de l'appareil d'Etat dans certains pays et aux bandes de rebelles en armes qui surfent sur les blocages du développement et sur les

inégalités criardes qui lacèrent nos sociétés. Prioritairement pour la CEDEAO accélérer et approfondir les processus d'intégration régionale en Afrique de l'Ouest constituent la voie royale pour le développement, la démocratie et donc la paix.

Il y aura en 2011 près de 40 compétitions électorales en Afrique ! Verrons-nous à nouveau à l'œuvre de la part des puissances étrangères l'habituel et hypocrite « deux poids, deux mesures » ?

You bet.

Je vous prie d'agréer Monsieur le Président l'assurance de mon profond respect.



**Pierre Sané**

**President**